

*L'impôt—Loi*

En réalité, ils décidèrent de continuer à laisser à la Banque du Canada le soin de lutter contre l'inflation.

M. Anderson cite dans son article la déclaration suivante du Business Council on National Issues:

«M. MacEachen prétend que son objectif est de réduire les déficits et les emprunts pendant deux ou trois ans...

Il le pense peut-être en toute sincérité, mais nous préférons que le gouvernement s'empresse de prendre des initiatives plus radicales pour y arriver. Nous vous demandons de reconsidérer vos dépenses»...

C'est ce que nous demandons tous les jours à la Chambre. Voici la suite de la citation de M. Anderson:

«... surtout quand ces dépenses servent surtout à assurer la croissance de programmes, d'infrastructures et de l'emploi dans la Fonction publique. Nous croyons qu'il est possible de réduire les dépenses dans certains domaines en rationalisant les services.»

Je crois que notre parti approuve sans réserve le Business Council on National Issues dont M. Anderson a cité certains commentaires. D'ailleurs voici une autre citation:

Nous vous demandons d'écarter une fois pour toute la notion d'interventionnisme dans votre doctrine politique.

Les ministériels sont-ils prêts à le faire? Je l'espère bien. L'article de M. Anderson continue ainsi:

Le Conseil est allé plus loin dans ses arguments en dénonçant le Programme énergétique national...

Un peu plus loin on lit ceci:

«Nous demandons, a dit le Conseil, que le programme soit modifié, que les règles concernant la canadienisation soient assouplies, que l'attitude à l'égard des sociétés étrangères soit plus conciliante, enfin qu'on favorise davantage toutes les sociétés exploitant les sources d'énergie.»

M. Anderson conclut son article en analysant les propos mêmes du Conseil des entreprises:

Le Conseil commet l'erreur de supposer que les Canadiens se préoccupent de choses terre à terre telles l'augmentation des revenus, la création d'emplois et la sécurité des approvisionnements de pétrole, tandis qu'Ottawa se croit mieux renseigné.

Voilà ce que dit M. Anderson. Et je cite la dernière phrase de son article:

Le cabinet prétend que la majorité des Canadiens s'intéressent bien davantage à la constitution qu'à la croissance économique.

C'est ainsi que M. Anderson analyse la situation. Il y a bien d'autres domaines qui souffrent aussi des atrocités financières perpétrées par le gouvernement. En fait, il nous faudrait bien des heures, et peut-être même bien des jours, pour dévoiler ne serait-ce que le début de cette histoire d'horreur. Mais nous ne ferions que découvrir la pointe de l'iceberg, car un gouvernement furtif, appuyé par une bureaucratie cachottière, a réussi à tenir caché son pot aux roses.

• (1710)

Je voudrais me reporter à présent à un article paru dans le numéro du 26 avril du *Sun* de Toronto. Pourquoi le gouvernement demande-t-il un pouvoir d'emprunt de 6.6 milliards de dollars? La réponse à cette question se trouve en partie dans le sujet d'un article de M. Tom Kennedy, qui s'intitule: «A quoi rime la publicité libérale?» L'auteur y exprime une opinion qui reflète celle des Canadiens d'un océan à l'autre. Voici ce que M. Kennedy a écrit:

... je déteste l'idée que mon argent serve à maintenir au pouvoir le gouvernement fédéral actuel. Le verbe «détester» me paraît très bénin ici, mais il m'a été impossible de trouver un mot plus précis qui décrive bien mes sentiments.

Nous avons probablement tous vu, lu ou entendu les messages publicitaires du gouvernement fédéral, dans lesquels on nous parle de ces choses merveilleuses

que le gouvernement fait pour nous, ou encore dans lesquels on nous explique pourquoi il est si important d'avoir un gouvernement fédéral puissant... C'est de la propagande, quoi qu'on en dise...

Au cours de l'année financière 1980-1981, le gouvernement fédéral a consacré 51 millions de dollars à de la publicité...

Pour l'exercice 1981-1982, les dépenses publicitaires fédérales avaient atteint 62 millions de dollars. Cette année, on prévoit dépenser 70 millions de dollars...

Il y a lieu de signaler un autre chiffre. Pour cette année, c'est-à-dire pour 1982-1983, la totalité du budget fédéral réservé à l'information s'élèvera à 250 millions de dollars. Ce crédit ne comprend pas celui de la publicité, qu'on inscrit séparément.

L'auteur ajoute ensuite ceci:

Aux États-Unis, pays dont la population est dix fois supérieure à la nôtre, on ne dépense pas tant.

Et les publicités payées par le gouvernement américain sont de véritables services publics, et non pas de douteuses manipulations du patriotisme des citoyens...

Chez nous, au Canada, on insiste dans ces messages publicitaires pour nous faire valoir qu'à défaut du gouvernement fédéral, nous n'aurions aucun service.

C'étaient là les propos de M. Kennedy. Ils ne sont pas de mon cru, mais je suis très content de les faire consigner.

Une autre grande cause à laquelle il faut imputer le désastre économique est l'imprudence avec laquelle le gouvernement a appliqué le programme de canadienisation. Bien qu'en théorie, la canadienisation présente quelques aspects positifs et qu'elle soit intéressante sur le plan politique, en pratique, la stratégie gouvernementale contribue à accroître la pauvreté économique du pays et la nécessité pour le gouvernement d'accroître ses revenus ou d'emprunter de l'argent. Comme le rapporte le *Globe and Mail* dans son édition du 7 avril, M. Ronald Anderson a écrit:

Lorsque le gouvernement fédéral a présenté son programme énergétique en 1980, les porte-parole du gouvernement ont claironné bruyamment les avantages qu'il apporterait aux Canadiens.

Il ajoute:

Cette transition devait se faire grâce à la «canadienisation» d'au moins la moitié du secteur énergétique d'ici à 1990.

Cet objectif a été accueilli favorablement par la plupart des Canadiens. Mais on ne s'est guère penché sur les coûts économiques éventuels du PEN... celui-ci était principalement conçu pour servir des objectifs politiques plutôt qu'économiques.

Puis il ajoute encore:

... il est pratiquement impossible de quantifier les coûts et les avantages de la canadienisation: les coûts dépendront de la façon dont on compensera pour les sorties de capitaux et des retombées dans d'autres secteurs de l'économie.

«Cependant, les coûts de cette entreprise sont considérables et dans certaines circonstances, ils peuvent excéder les avantages recherchés.»

Les prédictions de M. Anderson sont en train de se réaliser. Les investissements étrangers directs affluaient auparavant, mais les investisseurs étrangers ont retiré une bonne partie de leurs capitaux en 1981 et l'exode des capitaux canadiens vers l'étranger a pris des proportions énormes, ce qui a causé un trou de 10.2 milliards de dollars dans les investissements directs en 1981. M. Anderson ajoute ceci:

Peu importe la noblesse des idéaux dont s'inspirent les visées nationalistes du gouvernement fédéral, l'économie est obligée de payer un prix qui se reflète le mieux dans notre balance des paiements extérieurs pour 1981 et dans le cours du dollar canadien.

Pour financer le déficit de son compte courant et compenser l'exode d'investissements directs et de capitaux non déterminés, les Canadiens ont dû emprunter 13.6 milliards de dollars en 1981 par la vente de valeurs à l'étranger et il ont dû emprunter à court terme une somme supplémentaire de 14.9 milliards sur les marchés étrangers.